



COMITÉ LOGEMENT ROSEMONT

Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate

Montréal, le 22 mai 2018. Les membres du Comité logement Rosemont et des militantEs pour le droit au logement manifestent aujourd'hui dans le quartier Rosemont pour dénoncer la gentrification croissante du quartier.

En effet, Rosemont s'embourgeoise à la vitesse grand V; les tours à condos poussent comme des champignons, des édifices à logements sont convertis en condos au mépris de la loi, les loyers sont trop chers, l'augmentation scandaleuse des taxes municipales cette année a fait grimper les loyers, des dizaines de ménages locataires sont victimes d'une reprise de logement à chaque année, les gîtes illégaux pour touristes se multiplient en toute impunité et les nouveaux commerces huppés sont inabordables pour une grande partie de la population du quartier.

Les logements sociaux comptent pour à peine 10% du parc locatif rosemontois alors que 33.5% des ménages locataires du quartier consacrent plus de 30% de leur revenu pour se loger. À ce jour, 1 142 ménages locataires sont inscrits sur la liste des requérants du Comité logement en attente d'un logement en OSBL ou en coopérative d'habitation et 1 873 personnes sont inscrites sur la liste de l'Office municipal d'habitation de Montréal en attente d'un HLM dans Rosemont.

Pourtant des solutions politiques et juridiques existent pour freiner la gentrification et l'exode des résidentEs de longue date et moins fortunéEs vers les quartiers limitrophes; instaurer un véritable contrôle des loyers, interdire la conversion d'immeubles en condos indivis, modifier la loi pour restreindre les reprises de logement et les évictions, continger les constructions neuves de condos, instaurer une politique de réserve et d'achat de terrains pour la construction d'un nombre suffisant de logements sociaux et faire respecter les règlements de zonage pour interdire les gîtes de tourisme sauvage de type Airbnb, pour ne nommer que celles-là.

La politique de l'autruche qui consiste à laisser les spéculateurs immobiliers décider de l'aménagement urbain et de la composition sociale de notre quartier doit cesser, au risque de revivre une crise du logement pire que celle survenue en 2000. C'est pourquoi nous interpellons les éluEs municipaux, provinciaux et fédéraux pour nous soyons enfin entendus sur l'avenir de notre quartier et pour que des politiques concrètes soient mises en œuvre pour freiner la gentrification et ses graves conséquences sur les résidentEs de Rosemont. Nous sommes locataires, majoritaires à 70% dans Rosemont et nous ne nous laisserons pas exclure de notre propre quartier!